

POLOGNE

L'EPIDEMIE DEMOCRATIQUE

Jusqu'à présent, la Pologne semble avoir été moins touchée par le coronavirus que certains pays d'Europe occidentale, mais l'épidémie a accéléré l'érosion de la démocratie. Pour la première fois depuis l'effondrement du communisme, de nombreux citoyens se demandent s'il faut boycotter une élection.

En Pologne, l'épidémie est arrivée dans un contexte électoral avec la préparation du scrutin présidentiel -prévu les 10 et 24 mai - que tant le parti au pouvoir (PiS, droit et justice), dirigé par Jarosław Kaczyński, que l'opposition traitait comme un "play-off" après les élections législatives d'octobre 2019. Le président polonais a le pouvoir d'opposer son veto à une loi mais le gouvernement actuel ne dispose pas de la majorité nécessaire au Parlement (au moins 60% des membres) pour en faire voter, alors, une nouvelle. Le président sortant, Andrzej Duda, fidèle de Kaczyński, était clairement en tête dans les sondages avant l'épidémie, mais sa réélection pour un second mandat de cinq ans n'était pas garantie. L'opposition espérait remporter le scrutin, ce qui risquait de paralyser les efforts du PiS pour construire, ce qu'il appelle, un "nouvel État".

Une élection suspecte

La réduction des droits civils due au coronavirus, avec de fortes restrictions sur les sorties du domicile, entrave sérieusement la concurrence loyale pendant la campagne électorale. Dans sa tentative de réélection, A. Duda profite des

ressources de l'État - par exemple, la faculté de voyager du fait de sa fonction - alors que ses rivaux sont indéniablement désavantagés par les contraintes induites par la mise en œuvre des règles de confinement. Ces problèmes ne sont pas tout à fait surprenants dans les situations d'urgence, c'est pourquoi la Constitution polonaise est assez habilement conçue pour éviter ce type de menaces pour le fonctionnement de la démocratie. Elle permet de déclarer un "état de catastrophe naturelle" (qui inclut, selon la loi, une épidémie), suspendant ainsi les préparatifs de tout type d'élection. Le vote ne se peut dérouler que trois mois après la fin de l'état d'urgence, notamment pour laisser suffisamment de temps à l'organisation d'une campagne électorale équitable. Le gouvernement peut déclarer ce type d'état d'urgence pendant un mois, le prolonger d'un mois supplémentaire : l'approbation de la Diète (*Sejm*) est nécessaire à chaque fois.

La détermination de J. Kaczyński à faire réélire A. Duda, combinée à la crainte que les coûts sanitaires et économiques de la pandémie ne nuisent à la popularité du PiS (et aux chances du président sortant d'être réélu), motivent sa volonté d'une élection au plus tôt, idéalement au mois de mai. Des restrictions aux droits civils (comme la fermeture des magasins) ont été introduites en contournant la Constitution polonaise afin d'éviter que l'annonce d'un "état de catastrophe naturelle" retarde l'élection de quelques mois. En même temps, faisant fi du principe selon lequel la loi électorale ne peut être modifiée six mois avant une élection (selon une interprétation de la Cour constitutionnelle), le code électoral a été constamment remanié au cours des dernières semaines. Il a ainsi été décidé que le vote en mai serait uniquement possible par voie postale (pour éviter la propagation du virus dans les bureaux de vote) et selon un mode extraordinaire organisé par le gouvernement, plutôt que par la Commission électorale dirigée par

un juge avec la conséquence d'accroître son indépendance.

Pendant quelques années, le PiS a fortement limité le droit de vote par correspondance, affirmant que cela pouvait conduire à des fraudes électorales, notamment en Pologne, qui manque d'expérience dans ce domaine. Il y a cinq ans, environ 40 000 personnes ont voté par correspondance. Soudain, il a décidé qu'une élection présidentielle - impliquant la remise de bulletins de vote aux quelque 30 millions de citoyens polonais en âge de voter - peut être menée de manière secrète et honnête, c'est-à-dire en toute sécurité, par les personnes qui remettent les bulletins et supervisent le processus. L'opposition s'est vue proposer une alternative à cette "élection corona", qui consisterait à modifier la Constitution pour prolonger le mandat du président de deux ans (avec interdiction de se représenter) avant qu'une « élection normale » puisse avoir lieu en 2022. Il n'est cependant pas certain qu'elle soit prise au sérieux.

La force de l'État-nation ?

Toutes ces « interventions » sur la loi électorale et les tentations de convaincre l'opposition de manipuler la Constitution ont lieu dans un pays où le parti au pouvoir a neutralisé et effectivement pris en charge le Tribunal constitutionnel. Il semble que la destruction de l'indépendance du Tribunal n'ait pas été accompagnée de plans élaborés pour l'avenir. L'ordre politique polonais a été privé d'un "fusible" protégeant l'État de droit dans le cadre de la lutte contre « l'impuissance juridique », le système de freins et contrepoids qui entravait les idées "réformistes" du parti au pouvoir. De fait, pendant l'épidémie, l'absence de ce "fusible" empêche d'évaluer rapidement si les efforts des autorités pour permettre au président sortant de rester deux années supplémentaires en fonction sont constitutionnels.

Il est vrai que les développements électoraux en Pologne sont moins spectaculaires que les actions du Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, qui a utilisé l'épidémie pour se faire voter une loi lui permettant de gouverner par décret pour une période indéterminée. Pourtant, V. Orbán et J. Kaczyński sont animés du même principe : les anciennes normes cessent d'être valables en temps « anormal ». Les principes de « bonne gouvernance », règles et arguments de la "vieille" ère libérale-démocratique doivent s'effacer devant les priorités d'un État-nation prospère qui assure l'ordre, le calme et la justice, surtout lorsque la santé et la vie de la nation sont menacées.

La campagne électorale verrouillée et, par définition, déséquilibrée, les changements de dernière minute apportés à la loi électorale, le manque de clarté quant à la date des élections et les énormes doutes quant à la possibilité de les mener entièrement par correspondance, ainsi qu'en toute équité, font que les Polonais s'interrogent ouvertement sur un boycott du scrutin présidentiel. Jusqu'à présent, les concurrents du président sortant n'ont pas retiré leur candidature ; la principale rivale, Malgorzata Kidawa-Blonska, a laissé entendre qu'elle boycotterait l'élection... mais n'a pas été très cohérente dans ses déclarations. Les électeurs qui s'opposent au pouvoir actuel se demandent si, en votant, ils ne légitimeraient pas la très imparfaite « élection corona » et, probablement, la victoire de A. Duda. Pour la première fois dans un Etat membre de l'Union, et pour la première fois aussi en Pologne depuis trente ans, le risque existe qu'une élection au suffrage universel direct soit remise en cause par une partie importante de la société, déjà extrêmement polarisée entre le PiS et ses opposants.

La propagande gouvernementale, diffusée principalement par la télévision d'État, utilise un habile double langage. D'une

part, elle loue le combat des autorités pour sauver la Pologne de la pandémie ; d'autre part, elle prétend que la situation en Pologne n'est pas assez mauvaise pour empêcher la tenue de l'élection présidentielle. Cela mine encore davantage la confiance de nombreux Polonais dans la crédibilité des statistiques sur le nombre de cas et de décès liés à la maladie de Covid-19. L'opposition expose ses doutes, déplore le nombre insuffisant de tests, le système de santé non préparé (qui a été négligé pendant des années) et la pénurie de médecins et d'infirmières. Pourtant, même si les statistiques officielles s'avèrent sous-estimées, il n'en reste pas moins que la Pologne (et quelques autres pays d'Europe centrale et orientale) a été moins touchée, pour l'instant, par le virus que la partie occidentale du continent. Les mesures de confinement relativement précoces ont peut-être contribué à cette situation, de même qu'une faible densité de population, une moindre mobilité et un nombre réduit de voyages à l'étranger.

Craignant pour leur santé et leur vie, et n'ayant guère confiance dans le système de santé, les Polonais ont respecté les restrictions préventives de circulation et suivi consciencieusement l'injonction récente de porter un masque en public. Les plus âgés se souviennent du couvre-feu et de la loi martiale en vigueur dans les années 1980 ; par comparaison, les restrictions actuelles semblent dérisoires. Au cours des dernières années, la Pologne a vu les salaires augmenter de manière significative, la politique sociale la plus généreuse depuis l'effondrement du communisme et la conviction croissante qu'après les sacrifices de la longue et difficile transition politique, le temps était enfin venu d'en récolter les fruits et de pouvoir dépenser davantage. Dorénavant, la crise du coronavirus va de nouveau imposer l'austérité (le FMI prévoit que le PIB polonais se contractera de 4,6% cette année). Les PME connaissent des difficultés croissantes, en raison de la

préparation chaotique des plans d'aide par le gouvernement. Pourtant, à ce stade, rien n'indique qu'un nombre important de partisans du PiS s'en détournent ; au contraire, la crise du coronavirus consolide la polarisation de l'électorat.

Les jeux eurosceptiques des autorités

Malgré des liens économiques étroits avec le reste de l'Union, principalement avec l'Allemagne, Varsovie considère les différends européens sur la réponse budgétaire commune à la crise du coronavirus comme externes ou presque. Le gouvernement s'efforce de faire en sorte que les actions s'étendent bien à l'ensemble de l'Union, et non à la seule zone euro. Pourtant, le fait que la Pologne reste en dehors de l'union monétaire signifie que la discussion sur les euro-obligations, le fonds de sauvetage commun et les transferts budgétaires vers l'Italie ou l'Espagne n'ait pas suscité beaucoup d'intérêt, et encore moins d'émotion, dans l'opinion publique. Une indifférence similaire était apparue en Pologne pendant la crise de la dette de la zone euro, mais elle semble encore plus forte désormais. La fermeture des frontières avec les autres pays de l'espace Schengen, mesure plus radicale en Pologne que dans la plupart des autres pays au début de l'épidémie, n'a pas vraiment attiré l'attention des Polonais et des médias - même si la décision du gouvernement signifiait au départ que non seulement les camions étaient arrêtés aux postes frontières, mais aussi les Litvaniens, les Lettons et les Estoniens qui regagnaient leur pays depuis l'Allemagne, et ce d'une manière pas très humaine.

Cependant, la tragédie de la Lombardie et les griefs de l'Italie envers l'Europe en raison d'un soutien insuffisant sont instrumentalisés par les autorités polonaises et les médias pro-gouvernementaux pour stigmatiser les institutions européennes. "La pandémie a montré que l'on ne peut compter que sur

les États membres", "Bruxelles nous a laissé tomber", "l'Union a déçu" - ce message est répété à l'envi par les responsables politiques au pouvoir qui, il y a quelques semaines encore, auraient tiré la sonnette d'alarme pour défendre la souveraineté si quelqu'un à Bruxelles avait proposé de transférer aux institutions européennes des pouvoirs dans le domaine de la santé ou la gestion des crises. Cette explosion de rhétorique fortement eurosceptique parmi les autorités polonaises résulte en partie de la vision du monde du parti au pouvoir, et de son obsession de la souveraineté (affiche de la campagne de A. Duda), ainsi que du réflexe des autorités - familier dans plusieurs pays - d'utiliser l'Union européenne comme un bouc émissaire commode (cette fois, l'épidémie). De plus, elle est certainement le résultat du conflit entre Varsovie et les institutions européennes sur l'État de droit, qui dure depuis quelques années. Le message de propagande du gouvernement polonais est le suivant : "Bruxelles revendique le droit d'interférer dans la réforme de notre système judiciaire et, avec l'arrivée de l'épidémie, elle invoque l'absence de pouvoirs de gestion de crise dans les traités".

Cette rhétorique eurosceptique a été exacerbée après la décision de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), début avril, de suspendre temporairement (jusqu'à un verdict définitif) l'une des principales réformes concernant les juges, qui - comme l'a déclaré la Commission européenne dans sa plainte il y a quelques mois - porte atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport au pouvoir exécutif. Selon les sondages, les Polonais demeurent parmi les citoyens les plus pro-européens, même si, pour une grande partie de la société, cela n'est pas en contradiction avec le soutien à la position des autorités actuelles. Avec la crise actuelle, une question revient : combien de temps ce sentiment pro-européen survivra-

t-il à une propagande systématique anti-Bruxelles? Récemment, la Commission a dû rappeler aux autorités polonaises d'informer le public, conformément aux règles, sur l'utilisation des fonds de l'Union pour des investissements particuliers (y compris les efforts pour lutter contre le coronavirus) parce que, dans certains cas, les subventions de l'Union n'avaient pas été mentionnées.

Une autre question concerne la durée de la "pause épidémique", qui - semble-t-il - a été introduite à la Commission européenne par sa présidente, Ursula von der Leyen, repoussant le principe de l'État de droit en arrière-plan pour éviter l'escalade des litiges avec Varsovie (et Budapest). Entretemps, selon les rapports des associations juridiques polonaises (Iustitia et Lex Super Omnia), 34 juges et 20 procureurs en Pologne sont actuellement concernés par des procédures disciplinaires à motivation politique. Le Parlement européen réclame le respect de l'État de droit et des élections équitables en Pologne (et l'abandon par la Hongrie de sa "démocratie par décret"), mais il ne peut le faire que dans des résolutions, sans force juridique. Il n'est même pas établi que les autorités polonaises se conformeront à la décision de la CJUE. Combien de temps la Commission retardera sa réaction si les autorités polonaises l'ignorent? L'épidémie peut être considérée comme une raison légitime pour un certain retard, mais certaines ONG et l'opposition craignent que ce soit un prétexte pour Mme von der Leyen, qui est soupçonnée d'avoir une attitude trop laxiste envers les "démocraties il-libérales" d'Europe centrale.

Médecins aux États-Unis

L'abandon par les États-Unis de leur rôle de leader mondial dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus est craint par la Pologne, traditionnellement pro-américaine. Néanmoins, l'épidémie n'a pas

modifié les priorités géopolitiques de Varsovie. Bien que la Chine tente de tirer profit de la crise sur le plan diplomatique, la Pologne est plus irritée par la Russie, notamment par la mission des « médecins militaires » russes en Lombardie, qui a provoqué une controverse considérable en Italie, résultante de la propagande russe qui l'accompagne. L'aide polonaise envoyée en Italie peu après - une mission de 15 personnes composée de médecins et de paramédicaux - a été présentée par Varsovie comme un soutien dans le cadre de l'OTAN, plutôt que de l'Union. Soit dit en passant, dans le cadre de sa "diplomatie médicale", la Pologne s'est engagée à envoyer une mission d'assistance médicale pour lutter contre le coronavirus... à Chicago.

Tomasz Bielecki, expert, In.Europa